

La présence des femmes  
dans la prise de décision  
change-t-elle la politique?

---

• Intervention

• Union interparlementaire mondiale

---

Genève, 20 novembre 1989

Fundação Cuidar o Futuro



La présence des femmes dans la prise de décision  
change-t-elle la politique

LES FEMMES DANS LA POLITIQUE :

POURQUOI FAIRE?

1. Quand je regarde cette salle, les personnes qui sont ici, j'éprouve le besoin de dire en toute simplicité la portée que je donne à l'enjeu que nous discuterons pendant ce symposium.

*L'égalité d'accès aux fonctions de prise de décision politique est à la fois "inédite et subversive".*

*Elle est inédite parce que, d'un côté, elle n'a jamais été pleinement réalisée, et, de l'autre, parce que nous ne connaissons pas encore son aboutissement.*

*Elle est subversive dans la mesure où elle oblige à un changement de paradigme dans le domaine le plus fondamental des rapports - celui de la relation homme-femme, non seulement au niveau inter-personnel mais surtout au niveau de la distribution des fonctions dans le corps social.*

C'est pourquoi j'aimerais être à même de raconter des histoires de tant de femmes qui, au jour le jour, changent les structures sociales et les courants de pensée et, ce faisant, changent la politique là où se posent les vraies questions.

J'aimerais aussi vous rendre compte des essais auxquels j'ai participé dans le but de rendre attrayante, faisable et possible une politique qui soit l'affaire de tous et de toutes.

Pourquoi ces deux registres-là sont-ils importants? Parce que, pour moi, le politique dans ses fonctions électives dont nous parlons ici, n'a de véritable épaisseur humaine que dans la mesure où il s'exprime en cohérence profonde avec *la dimension politique de tous nos actes et de toutes nos paroles*.

Cependant, je me bornerai ce matin à attirer votre attention sur ce que peut être l'apport des femmes au politique pour le changer du dedans. J'insiste sur ce mot *changement*: il est la loi de la vie - quand il n'y a pas de changement il n'y a pas de vie; il est l'exigence d'une vie meilleure sur la planète - l'humanité est loin d'être arrivée à résoudre tous les problèmes qui lui sont posés par sa propre évolution. C'est pourquoi le changement demeure le critère et l'horizon d'une participation réussie à la vie politique. A la limite, il n'y a que cela qui compte: les femmes dans la politique, oui; avec tous les moyens que nous allons discuter ces jours-ci, oui; mais pour que la politique réponde davantage aux vrais problèmes des personnes et des peuples.

2. Je pars de deux constats: l'un concernant les femmes, l'autre l'évolution de la politique elle-même.



Les travaux de la Décennie des Femmes et les innombrables études qui sont parues depuis, montrent, en rendant objectif ce que chaque femme connaît subjectivement, que nous avons des expériences qui se recoupent au-delà des différences de nationalité, d'aire géo-politique, d'âge ou de culture. De ce fait, les femmes constituent *la catégorie sociale la plus internationale*, qui est en train d'émerger dans la société contemporaine.

Ce qui veut dire que la présence des femmes dans la vie politique n'est plus une question marginale. Il y va de l'orientation de toute la société - depuis ses fondements jusqu'à ses clés de voûtes. Il y va du devenir même de l'exercice du pouvoir politique.

En effet, l'accès des femmes aux postes de prise de décision et de hautes responsabilités dans le domaine politique a une valeur sociale et culturelle décisive pour le futur. En rétablissant l'équilibre et la parité des droits entre les deux groupes sociaux hommes et femmes, ce n'est pas uniquement une question de justice: c'est toute tentative de marginalisation de n'importe quelle catégorie sociale qui est mise en échec. La levée des interdits qui pèsent sur les occupations des femmes contribue à annuler des tabous qui les ramènent à des fonctions et rôles figés et qui ont leurs racines dans les couches profondes des différentes cultures. Ainsi s'élargit aussi dans l'imaginaire collectif, et, au premier chef, dans celui des femmes elles-mêmes, l'éventail de possibilités qui leur sont ouvertes dans la gestion des choses publiques.

Mais il n'y a pas que des conséquences positives. Très souvent, pour fonctionner en pied d'égalité avec les hommes, les femmes ont été contraintes d'assimiler les valeurs culturelles masculines qui régissent la vie dans l'espace public. Le simple accès se fait souvent aux dépens du refoulement par les femmes elles-mêmes (dans l'effort que nous faisons pour une adaptation à outrance) des valeurs et de la culture féminines.

L'égalité, quand elle devient "une intégration unilatérale des femmes au monde des hommes" peut créer *une nouvelle forme d'inégalité*. L'invisibilité et le silence qui en découlent pèsent d'un poids accru sur le féminin. Ils représentent un immense gaspillage d'un potentiel inédit d'innovation et de renouvellement de la vie sociale et politique.

Face à une telle situation on peut parler des effets pervers des mécanismes qui se sont mis en marche pour l'égalité dans le domaine politique. C'est une vaste panoplie de nouveaux problèmes dont le moindre n'est pas la triple tâche que les femmes engagées politiquement doivent porter sur leurs épaules. L'absence d'une expression nette de la culture des femmes n'est pas uniquement une perte pour elles-mêmes mais aussi l'absence d'un apport nouveau à la mise en place de structures démocratiques et de politiques publiques adéquates à la société d'aujourd'hui.

3. Le deuxième constat porte sur les événements politiques qui sont en train de se produire ces derniers mois, semaines, jours!... Aux interrogations qui traversaient déjà le domaine politique et qui amenaient à parler d'ingouvernabilité, viennent se greffer des questions majeures, formulées parfois dans des lieux et circonstances totalement inattendus.

De celles-là nous gardons l'urgence du dépassement du désordre économique mondial comme condition pour la survie de millions d'êtres humains et comme garant de la démocratie, le besoin de formes nouvelles de gestion des choses publiques ainsi que de formes démocratiques qui réduisent le fossé entre gouvernants et gouvernés, en stimulant la participation au-delà des membres de la "classe politique" et en restituant à la politique sa dimension de "projet" capable de vaincre les effets aliénants du show-biz de la politique.

Mais c'est aux questions d'actualité que nous devons le caractère impératif de certaines interrogations:

- On parle, p.ex., d'un *nouvel ordre européen* (c'était le Ministre des Affaires Extérieures d'Italie); les Etats-Unis eux-mêmes qui en 1974 ont voté à l'ONU contre la Déclaration sur le *Nouvel Ordre Economique International* parlent maintenant (à partir du Département d'Etat) d'un *nouvel ordre international* - comment comprendre et façonner ce *nouvel ordre*?

- On se pose la question fondamentale de savoir qui conduit les processus sociaux

- est-ce les masses? est-ce un leader charismatique au courage et à la vision exceptionnels? est-ce l'exode de milliers d'Allemands de la RDA qui a eu une portée décisive sur les changements qui ont suivis? où est-ce que le changement commence - au sommet? ou à la base?

- Face aux grands bouleversements de la carte de l'Europe et au désir de stabilité qui se fait entendre partout, on peut se demander qu'est-ce que la *souveraineté* aujourd'hui? est-ce que la souveraineté est seulement l'affaire de ceux qui sont à l'intérieur de frontières données ou est-ce que, par l'effet de la solidarité, la souveraineté est aussi affaire d'autres qui sont au-dehors? quel est son véritable domaine et quelles sont ses limites? Bien sûr, je ne parle pas de l'ordre constitutionnel ou juridique mais de la réalité sociologique, culturelle et existentielle.

- Comment se fait-il que l'Europe se soit soudainement mise à bouger? Et comment faire en sorte que l'Europe ne devienne pas à nouveau centrée sur elle-même? comment faire pour que le Sud ne soit pas oublié dans ce processus européen et que ne s'ouvre pas davantage le fossé entre les riches et les pauvres?

Rien d'étonnant que différents articles disent, face à ces questions, qu'il faut *inventer, imaginer...* C'est dire la difficulté de l'enjeu. C'est dire la *complexité* du monde à l'heure actuelle.

Or les femmes se situent d'emblée dans un monde de complexité. Leur *multifonctionnalité* les y prépare. La diversité des registres où elles sont appelées à s'exprimer (par paroles et par actes) leur rend familières la pluralité des enjeux, leurs interactions et les contradictions entre eux. C'est un immense atout pour la participation des femmes à la prise de décision politique.

En situant la question de cette manière, je dois expliciter mon souci majeur par rapport à la conduction des choses politiques. La plupart des acteurs politiques ne prend pas acte de la complexité du monde et gère la politique actuelle avec les catégories mentales du XIX siècle et du début de l'industrialisation, ou, dans la meilleure des hypothèses, avec l'insouciance qui présidait à l'essor des entreprises dans les années 60 jusqu'à la première crise pétrolière...

Cette désuétude du fonctionnement politique m'amène à renverser la question que nous avons devant nous pendant ce symposium. Nous nous demandons, en effet, comment les femmes peuvent-elles avoir accès à la prise de décision politique. Je suis obligée de formuler la question réciproque: **comment la politique a-t-elle accès aux femmes?** En d'autres termes: la politique est-elle adaptée aux femmes et à leur sens de la complexité du réel? Leur permet-elle d'être *sujets* de l'histoire contemporaine au lieu d'être les figurants auxquels sont réduits beaucoup de personnages politiques?

4. Si nous voulons une présence significative des femmes dans la vie politique, nous ne pouvons plus éluder les vrais problèmes.

En-deçà des questions brûlantes d'actualité, il nous reste la complexité croissante, entre autres, des enjeux du choix de technologies, de la

dimension sociale, économique et écologique du développement. Voilà l'ONU à chaque décennie essayant d'améliorer la Stratégie Internationale du Développement... et les résultats s'avérant de plus en plus mauvais... Et ils le seront davantage! Car ce qui est en cause n'est pas l'institution ONU mais le besoin de *nouveaux paradigmes*, capables de soutenir une nouvelle intelligibilité de la chose publique.

Voici deux exemples: il nous faut une nouvelle équation pour les deux termes famille/travail au plan personnel et social - ce n'est pas uniquement la question d'aménager la vie des femmes pour qu'elles puissent vivre leur double tâche mais aussi et surtout la question de repenser et d'organiser le travail autrement pour que la famille puisse être partie prenante de la vie et des femmes et des hommes. Il s'agit aussi de trouver une nouvelle équation pour la triade développement/population/environnement tant au plan social qu'économique. Malgré le grand nombre de rencontres internationales sur ces thèmes, nous sommes encore loin de trouver une formulation adéquate à cette triade et à la complexité de ses interfaces, là où se jouent les problèmes du quotidien.

De telles questions sont nécessairement interdépendantes. Plus que jamais auparavant, les questions politiques se révèlent comme intrinsèquement intersectorielles.

Et pourtant la pensée sur le développement et sur la situation économique et sociale de la majorité de l'humanité se heurte à une paralysie dans l'Hémisphère Nord. Ainsi: à quand l'application des suggestions déjà claires sur la dette extérieure des pays du Sud, en particulier des plus endettés par rapport à leur PNB et des moins avancés? à quand l'utilisation des nouvelles technologies pour éradiquer l'analphabétisme? à quand le véritable partenariat? à quand l'ouverture sur les technologies pour en terminer une fois pour toutes avec la contradiction du soi-disant transfert de technologies (en fin de compte une opération de vente et d'achat comme une autre!) et du principe de l'universalité de la science à laquelle tous auraient accès?

Mais il ne s'agit pas uniquement de malentendus dans le Nord - il s'agit aussi de contradictions que nous trouvons dans les décisions de l'Hémisphère Sud. Ainsi: à quand la pratique de processus politiques où les hommes et les femmes puissent participer et être stimulés à prendre en mains les décisions concernant leurs pays? à quand la réduction des dépenses avec l'armement qui dépassent pour l'ensemble de l'Hémisphère Sud le total de l'aide officielle au développement?

A l'exception des pays récemment industrialisés, on constate l'échec croissant des pratiques actuelles de développement dans l'immense majorité des pays. On ne peut plus l'attribuer à des circonstances ponctuelles. Ce qui est en cause - et qui est aussi pour une large part à la racine du mouvement populaire dans les pays de l'Europe de l'Est - est l'effondrement du modèle de développement que l'Hémisphère Nord a suivi dans toutes les étapes de l'industrialisation.

De même les désastres concernant l'environnement sont pour une large part dûs à l'idéologie du "toujours plus" et de la maîtrise de la nature qui continuent d'être l'expression de la logique qui sous-tend la science et la technologie dans notre civilisation.

5. Certes, les trois Stratégies Internationales du Développement ont insisté sur la participation des femmes, sur leur intégration, sur leur contribution la planification du développement. Mais elles sont passées toutes les trois à côté de l'importance des femmes dans la définition des *contenus du développement*.



A un développement qui met les hommes au service de l'économie, les femmes doivent opposer clairement et sans équivoque *une économie au service des êtres humains*.

Si les femmes sont productrices du vivant, ne peuvent-elles pas devenir aussi *productrices du vivant au plan politique*?

Pour ce faire, un nouveau rapport entre les femmes et les lois de la vie dans tous les domaines est à trouver par les femmes en position de prise de décision. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut que les femmes soient surtout membres de la Commission de l'Environnement du Parlement ou Ministres du Plan!. Ce que je suis en train de dire c'est qu'en amont des décisions concernant les priorités du développement, l'évolution de l'industrie, les investissements, le budget pour la défense, il y a un facteur vie qui doit être pris en charge tout particulièrement par des femmes.

En conséquence, on peut alors s'attendre à ce que de nouvelles règles du jeu politique émergent. Tout d'abord, que la personne humaine devienne davantage le centre et le but de l'action politique ce qui veut dire à la fois le critère premier de réponse aux besoins essentiels des populations et la transformation de l'élaboration des politiques publiques de sorte que la prise de décision soit le garant de la survie de tous. Deuxièmement, que la politique devienne davantage un lieu de vie soit par l'établissement d'éco-systèmes politiques conduits par l'harmonie de l'ensemble soit par l'utilisation de l'intersectoriel comme approche de toute prise de décision. Finalement, il n'est pas indifférent à l'adéquation de la politique aux problèmes contemporains que s'établisse un nouvel équilibre entre le quantitatif et le qualitatif, en donnant une nouvelle dignité à ce qui n'est pas monnayable, et que ce qu'on peut appeler la langue maternelle (le parler authentique et proche des sources) remplace le langage codé.

Au-delà des politiques sectorielles à mettre en oeuvre, il y a l'enveloppe de la politique dans son ensemble. En effet, tous les aspects de la vie sont, dans notre civilisation, médiatisés par la technique. Or, on ne peut pas ignorer qu'il y a une différence fondamentale entre l'homme et la femme en ce qui concerne le rapport au savoir et à l'objet qui s'explicitent dans la recherche et la technologie.

Les femmes peuvent être porteuses d'un autre mode de connaissance et d'une éthique de la science, soumis l'un et l'autre aux valeurs fondamentales de la vie.

6. De par leur rapport aux exigences de la vie dans leur organicité, les femmes dépassent aussi le cloisonnement où les industries culturelles enferment les actes les plus gratuits de l'existence. De même que la culture intègre dans la vie de chaque femme toutes les expériences du vécu quotidien, la politique-porteuse-de-vie ne peut être au'un acte culturel, bien au-delà de la simple gestion bureaucratique.

Cependant, il est frappant de constater que la communication sociale actuelle reste, comme le prouvent des études réalisées, entre autres, dans le cadre de la CEE, une opération d'écrasement et d'oubli de ce que vivent les femmes.

L'invisibilité de leurs tâches, leurs problèmes et leur contribution propre, empêche la création d'un esprit de reconnaissance mutuelle et de solidarité entre les femmes.

En outre, la publicité les rend de plus en plus une figuration des choses à vendre. Leur invisibilité se double, ainsi, de l'humiliation que provoque leur image.

De nouveaux agencements de la place des media dans la société sont demandés aux pouvoirs exécutif et législatif. Il nous faut un feedback de

l'opinion publique face aux médias; il nous faut des instances qui veillent à l'intégrité de l'image des femmes. Dans cette Décennie du Développement Culturel, avec des femmes compétentes dans les commissions parlementaires de culture et quelques-unes detenant le portefeuille de la culture, nous avons une occasion propice à des actions qui donnent expression et droit de cité à ce que les femmes disent et font.

Favoriser l'émergence de la culture féminine, en permettant son affirmation dans la vie politique, dépasse de loin la lutte pour les droits des femmes. Il s'agit, bien au contraire, des conditions pour que soient respectés, dans la sphère de la politique, les droits de tous et de toutes. C'est une des tâches civilisationnelles les plus décisives de la prochaine décennie.

Maria de Lourdes Pintasilgo

Union inter-parlementaire  
Genève, Novembre 1989

Fundação Cuidar o Futuro